

Relations internationales

Autor(en): **Aguet, Jean-Pierre**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **27 (1977)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Obwohl die Dokumentensammlung keine direkten Beziehungen zur Schweiz ergibt, so zeigen sich doch allenthalben Analogien. Der schweizerische Episkopat schloss sich relativ spät zusammen, aber im Kulturkampf vermochte er sich doch – wie der preussische – zu eindrucksvollen Kundgebungen durchzuringen. Entsprechungen zeigen denn auch die Kulturkampfgesetze selber, wobei in Deutschland wie in der Schweiz die Einzelstaaten beziehungsweise Kantone (Preussen und Bern!) vorantreibend waren, Reich und Bund zwar mitmachten, aber doch eher zurückhielten. Der Wunsch nach einem schweizerischen Pendant zu dieser Quellensammlung regt sich bei der Betrachtung dieses Bandes und Zeitabschnittes von neuem: man könnte dabei neben Übereinstimmungen auch interessante Varianten und Sonderentwicklungen (stärkere Demokratisierung der Kirchenverfassung, Bestrebungen zur Trennung von Kirche und Staat) festhalten.

Zürich

Peter Stadler

Relations internationales, publié par l'Institut universitaire de hautes études internationales (Genève) et l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines (Paris I – Panthéon-Sorbonne). 1., mai 1974: «Milieux d'affaires et politique étrangère», 227 p.; 2., novembre 1974: «Mentalités collectives et relations internationales», 324 p.; 3., juillet 1975: «Subversion et relations internationales», 216 p.; 4., décembre 1975: «Politique intérieure et politique extérieure», 192 p.

S'il n'apparaît peut-être guère de tradition dans la *Revue suisse d'histoire* de signaler la parution de nouvelles revues historiques, quels que soient l'objet et/ou la période auxquels elles entendent respectivement se consacrer, c'est toutefois un type d'événement significatif qui mérite attention, que l'on se situe dans une perspective historiographique – à quels besoins de la recherche et de la communication scientifiques le nouveau périodique entend-il répondre, de quelles «institutions» et/ou «écoles» de la «république» des historiens est-il le moyen d'expression, quelles options «périodiques», «territoriales» et méthodiques choisit-il? – ou que l'on considère ce fait qui tend à devenir fréquent et dominant en milieu de sciences humaines, en fonction des difficultés et contraintes de la publications de la littérature scientifique et à la manière de ce qui se produit de longue date dans le domaine des sciences naturelles et médicales, à savoir, pour le chercheur, de faire appel à une revue pour faire connaître – de façon relativement répétée et fréquente – les résultats – mêmes s'ils ne sont que partiels – de travaux de recherche de longue haleine, sinon «de pointe», en cours, sans attendre qu'ils prennent la forme achevée du livre: n'est-il pas vrai que, si l'on veut, aujourd'hui, dresser l'état de situation d'un secteur de la recherche historique, c'est vers les revues se préoccupant de ce secteur que l'on se tournera en première analyse?

Dans cette perspective, la revue *Relations internationales*, lancée en 1974 sous sa forme première de deux livraisons par année – la forme seconde étant dès 1976 de quatre numéros par an, le nombre annuel de pages restant du même ordre de grandeur – constitue la réalisation d'un projet ancien dont les initiateurs, les professeurs J.-B. Duroselle et J. Freymond, soulignent qu'elle a été rendue possible par la constitution d'«équipes assez nombreuses de collègues, d'amis et disciples» dans et autour des deux «maisons» qui s'associent pour la publication du nouveau périodique, l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève et l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines de l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), et qu'elle a pour objectif de donner un moyen de communication à des historiens ayant «en commun le goût des relations internationales, la certitude que l'histoire doit être globale, et le degré de compétence que procurent de longues recherches, notamment dans les archives ...». En fonction de ces principes classiques, l'entreprise se situe – historiographiquement parlant, si l'on en juge par le contenu des quatre livraisons ici recensées – dans le droit fil – en les développant, les adaptant voire les modernisant – des tendances, orientations de recherche et options méthodiques résolument empiristes de groupes se rattachant à l'«école» – le terme est-il adéquat? on pourrait en discuter, mais le bref avant-propos du premier numéro permet de le penser – dont Pierre Renouvin fut l'initiateur et le premier maître éminent; chaque groupe gardant dans l'affaire ses caractéristiques propres: du côté français dans la ligne des importants travaux réalisés en histoire des relations internationales par des chercheurs comme J.-B. Duroselle, Raymond Poidevin, R. Girault, J. Thobie et d'autres que l'on nous excusera de ne pouvoir citer tous et qui les suivent en préparant des travaux nouveaux; du côté suisse, en fonction d'un champ d'étude spatialement et chronologiquement plus large et en fonction de la vocation particulière déjà ancienne de l'institution et de la composition plus internationale de l'équipe qui s'y rattache, donnant ainsi des travaux qui confirment des tendances historiographiques connues de par les œuvres antérieures faites en groupe ou individuellement, comme apportent – d'un point de vue helvétique – l'une des preuves, si elle est nécessaire, qu'il y a une histoire possible – d'un intérêt incontestable et non sans répercussions sur la façon de concevoir l'histoire contemporaine de la Suisse en Suisse – des relations internationales de la Suisse. La nouvelle revue entend ainsi, en bénéficiant de conditions scientifiques et politiques favorables, prendre son autonomie dans une direction donnée, tout en restant «sous le signe de la liberté ...», dans l'idée «que le meilleur moyen de faire progresser la connaissance de la vérité réside dans la confrontation», parce qu'«ouverte largement à tous les historiens qui partagent nos préoccupations»; direction où l'on vise à faire progresser, en combinaison pondérée, et les réflexions théoriques – souvent dominantes dans les travaux d'outre-Atlantique – et les travaux d'histoire empirique – selon la tradition de toute une part de l'histoire euro-

péenne – tout en se considérant, en fonction de la localisation et de la composition des équipes, «plus ouverts au marxisme que ceux qui vivent aux Etats-Unis, plus libres de le discuter qu'en U.R.S.S. ou en Europe de l'Est»; le tout dans la perspective d'aider à la «compréhension» du «monde où nous vivons» par l'étude de la période contemporaine – «disons les cent dernières années ...» – selon les points de vue choisis, pour le bénéfice des historiens professionnels et d'un «public cultivé».

A ces éléments de situation dont on trouve confirmation dans les premières livraisons recensées, s'ajoute le choix d'une formule de publication précise: regrouper les contributions de chaque numéro «auteur d'un thème général choisi longtemps à l'avance», certaines de ces contributions qui ont pu être présentées, avant d'être publiées, dans un colloque réunissant les deux équipes de chercheurs associées, dans la perspective probable d'orienter les recherches dans des directions déterminées. Dans cette ligne et à l'examen de la cinquantaine d'articles qu'il ne saurait être question de reprendre ici en détail, on peut relever que la formule thématique apparaît comme un compromis entre les «pulsions» nées de la liberté de la recherche et la nécessité, ou tout au moins l'intention, de concerter les orientations de recherche, d'où des numéros qui paraissent participer de problématiques déjà classiques sinon traditionnelles – si librement utilisées qu'elles aient pu être – en matière d'histoire des relations internationales – «milieux d'affaire et politique étrangère» (n° 1); «politique intérieure et politique extérieure» (n° 4) – ou de problématiques nouvelles, «actuelles» soit en fonction de la pression des événements – «subversion et relations internationales» (n° 3) – soit en reflétant, au moins partiellement, des réorientations méthodologiques intervenant dans d'autres secteurs de l'histoire en fonction de ses rapports souvent difficiles avec les autres sciences sociales – «mentalités collectives et relations internationales» (n° 2). Comment s'étonner alors qu'en fonction ou peut-être en dépit de la formule thématique difficile à tenir face à la liberté foisonnante des recherches, on ait affaire à première vue à des apports de données dispersés sur des sujets très différents, du type «études de cas» à l'intérieur de grands cadres définis apparemment de façon très lâche quant aux orientations, sources à exploiter et méthodologies. Cependant, à un niveau d'examen plus approfondi et si l'on tient compte des ensembles que constituent les contributions de chaque numéro – en fonction aussi d'articles de tête signés de J.-B. Duroselle et de J. Freymond qui énoncent modèles-types ou hypothèses de travail à expérimenter – il est possible de reconstituer, au delà des objets de recherche, modes de faire et écritures individuelles et pour ainsi dire «transversalement», les éléments qui peuvent faire de cette revue un instrument de travail utile, c'est-à-dire les convergences – ou, sur certains points, les divergences sensibles (par exemple, quelle conception des mentalités collectives peut être considérée comme la plus «opératoire» en matière d'étude de relations internationales? Sur ce point, il semble y avoir des distances manifestes

entre chercheurs suisses et français ...) – sur les questions de maîtrise concertée de la recherche et de méthode qui seraient sans doute à reprendre, à discuter, à prolonger dans la perspective de dresser des synthèses provisoires ou des états de question plus explicites et de redéfinir au besoin certaines directions de recherche, ce qui n'apparaît pas comme devant hypothéquer les libertés des chercheurs. Dès lors peut-on souhaiter qu'au delà des confrontations déjà organisées, *Relations internationales* fasse une place plus large et plus explicite aux questions de méthode qui devraient être élucidées et précisées, ou au moins débattues, en fonction des perspectives d'histoire globale et de dialogue avec les autres sciences humaines qui ont été choisies.

De cette revue, notons un dernier point positif, la mesure équilibrée dans laquelle se répartissent – en reprenant le jargon du Fonds national – les contributions des chercheurs «reconnus» et celles des «jeunes chercheurs avancés», permettant à ces derniers de trouver un lieu d'expression, chose particulièrement utile et opportune dans le cas de jeunes chercheurs suisses si l'ouverture prévue au delà des équipes premières est possible, réalisable.

Lausanne

Jean-Pierre Aguet

THOMAS NIPPERDEY, *Gesellschaft, Kultur, Theorie. Gesammelte Aufsätze zur neueren Geschichte*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1976. 466 S. (Kritische Studien zur Geschichtswissenschaft. Bd. 18.)

Thomas Nipperdey ist einer der brillanten Köpfe des Neohistorismus in Deutschland. Sein schul- und hochschulpolitisches Engagement hat ihn nun auch zu einem Wortführer in den Richtungskämpfen werden lassen, deren Schauplatz die westdeutsche Geschichtswissenschaft derzeit ist. Wie er in diese Rolle hineinwuchs, Zug um Zug, beinahe widerstrebend, kaum eigens dazu disponiert, das lassen die sechzehn Aufsätze erkennen oder vermuten, die dieser Band versammelt. Sieben entstammen den fünfziger und sechziger Jahren, die anderen sind jünger, allesamt Zweitdrucke; nur einer, der Frontalangriff gegen Wehler, präsentiert sich in neuer, breiterer Fassung. Eine Hälfte erörtert Theorieprobleme (Relevanz, Anthropologie, Historismus) und allgemeine Fragen der Neuzeit (Utopie, Parteigeschichte, Antisemitismus, Nationaldenkmal); die andere Hälfte ist besonderen Komplexen gewidmet: der Organisationsgeschichte (Verein, Partei, Interessenverband, Jugendbewegung), der Bildungsgeschichte (Volksschule, politische Theologie, Studentenschaft) und den Deutungsproblemen zweier geschichtlicher Schlüssel-situationen. Diese beiden Beiträge, temperamentvolle Auseinandersetzungen mit der Forschung zur Revolution von 1848 und mit Wehlers «Kaiserreich», sind die Glanzstücke der Sammlung.

Nipperdey stand dem Historismus niemals unkritisch gegenüber. Er hatte, wie diese Studien zeigen, immer Abstand zu dessen konservativer und kontemplativer Grundhaltung, mehr noch zu dessen relativistischen und individualistischen Zügen. Er will nicht zurück zur Geistesgeschichte, personalisiert selten und meidet aussenpolitische Themen. Die meisten seiner